

Unité inter-départementale Gard-Lozère
89, rue Weber
CS 52 002
Cedex 02
30907 NÎMES

NÎMES, le 29/08/2022

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 29/08/2022

Contexte et constats

Publié sur 

PIERRE DE TAILLE DU MIDI (PTM)

334 Chemin de Feverol
30380 ST CHRISTOL LES ALES

Références :
Code AIOT : 0018100043

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 29/08/2022 dans l'établissement PIERRE DE TAILLE DU MIDI (PTM) implanté au lieu-dit "Visseau du Corbeau" 30350 MOULEZAN. L'inspection a été annoncée le 23/08/2022. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

La visite s'inscrit dans la périodicité du programme pluriannuel de contrôle (PPC). L'ordre du jour de la visite porte sur la vérification de l'activité de la carrière, supposée à l'arrêt, compte tenu de l'absence de déclaration périodique d'activité ainsi que l'absence de justification de la constitution des garanties financières depuis la reconduction de l'autorisation. A ce titre, un arrêté préfectoral de mise en demeure du 24 juin 2021 demandant la justification de la constitution des garanties financières a été pris à l'encontre de l'exploitant. L'objet de la visite est également de vérifier le respect ou non de cette mise en demeure.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- PIERRE DE TAILLE DU MIDI (PTM)
- Visseau du Corbeau 30350 MOULEZAN
- Code AIOT : 0018100043
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso

La carrière est exploitée pour une activité de pierre de taille sur la commune de Moulezan. L'autorisation a été reconduite par arrêté préfectoral du 28 juillet 2015 pour une durée de 30 ans. Néanmoins, aucune activité n'a été déclarée ou justifiée depuis cette reconduction. L'exploitant n'est pas propriétaire des terrains appartenant à un particulier.

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- Respect des dispositions de l'arrêté préfectoral de mise en demeure du 24 juin 2021,
- Contrôle de l'existence d'une activité de la carrière

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - les observations éventuelles ;
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Madame la Préfète; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Madame la Préfète, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Madame la Préfète, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection (1)	Proposition de délais
1	Mise en demeure	Arrêté Préfectoral du 24/06/2021, article 1	/	Consignation	
2	Exploitation de la carrière	Arrêté Préfectoral du 28/07/2015, article 1.6	/	Mise en demeure, respect de prescription	3 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

La visite a montré l'absence d'activité sur la carrière. L'exploitant indique qu'elle a cessé depuis son départ en retraite intervenu sensiblement au moment de la reconduction de l'autorisation. La visite a constaté également l'absence de justification de la constitution des garanties financières. Ceci acte ainsi le non respect de l'arrêté préfectoral de mise en demeure pris le 24 juin 2021. Des sanctions administratives relatives à l'arrêt de l'activité, et l'absence de garanties financières en application des articles L.171-8 et L.516-1 du code de l'environnement, ainsi que des sanctions pénales en application de l'article L.173-2 du code de l'environnement sont donc proposées à l'issue de la visite.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Mise en demeure

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 24/06/2021, article 1
Thème(s) : Risques chroniques, Garanties Financières
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : L'exploitant constitue les garanties financières de la deuxième phase quinquennale (2020-2025) fixées à l'article 1.9.2.2 de l'arrêté préfectoral n°15-111N du 28 juillet 2015 susvisé.
Constats : Lors de l'inspection, il est constaté l'absence d'activité sur la carrière. L'exploitant indique que l'activité de la société s'est arrêtée depuis son départ en retraite. Aucune justification relative aux garanties financières n'a été produite faute d'activité. L'APMD du 24 juin 2021 rappelant l'exigence de la production de l'acte de cautionnement n'est pas satisfait dans les délais prévus. Les dispositions relatives aux sanctions administratives prévues par les articles L.516-1 et L.171-8 du code de l'environnement sont donc proposées.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Consignation

N° 2 : Exploitation de la carrière

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 28/07/2015, article 1.6
Thème(s) : Risques chroniques, Fonctionnement de l'activité
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : La carrière sera implantée, réalisée, exploitée et le site réhabilité conformément aux plans, aux dispositions de l'étude d'impact et autres documents présentés dans le dossier de demande d'autorisation sous réserve du respect du présent arrêté.
Constats : La visite a constaté l'absence d'activité de la carrière. L'exploitant indique que l'activité a été arrêtée depuis son départ à la retraite. Il cherche une reprise par un exploitant capable de reprendre cette activité. L'exploitant indique que l'arrêt d'activité a démarré dès la reconduction de l'autorisation.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription
Proposition de délais : 3 mois